

Il faut le dire...

les interviews de Pascale Fourier

Cédric Durand,

maître de conférences en économie à Paris XIII

a dirigé l'ouvrage «En finir avec l'Europe » – éditions de La Fabrique, 2013

Interview de Décembre 2014

Thème: Union Européenne !

Pour une critique radicale de Gauche de l'UE 2/2

Pascale Fourier : Deuxième partie de notre entretien avec Cédric Durand qui a dirigé En finir avec l'Europe publié aux éditions La Fabrique en 2013.

On l'avait vu dans la première partie de l'entretien : l'Union Européenne porte un projet de classe qui tend, de fait, à exclure les salariés de la délibération démocratique, de la politique en fait, au sens noble du terme, à « asphyxier la délibération démocratique pour mieux livrer les sociétés européennes au processus d'accumulation du capital », comme il est dit dans l'introduction d'En finir avec l'Europe.

J'avais tenté de sauver l'Union Européenne à moi toute seule en disant : « Oui, mais l'UE peut changer ! On pourrait la réformer pour aller vers le fédéralisme par exemple, pour faire un grand pays où un intérêt général au service des salariés pourrait être défini démocratiquement ».

Las ... Cédric Durand m'avait décillé les yeux : les temps politiques des différents Etats de l'UE

étaient tellement différents qu'on ne pouvait espérer une évolution de l'UE positive pour les salariés ! C'était l'impasse !

Du coup, je me demandais comment tout cela allait évoluer ? On faisait quoi ?

Si on se mettait en prospective, qu'est-ce qui va se passer maintenant ? Qu'est-ce qui peut se passer ?

Pistes pour une évolution possible...

Cédric Durand : Je n'ai pas du tout les moyens de faire des prévisions. Ce qu'on peut faire, c'est donner les coordonnées de la situation. Une des coordonnées de la situation, c'est que la priorité aux questions de la monnaie, de la concurrence, du commerce au niveau européen, implique un ajustement des autres règles à ces trois exigences au niveau européen. C'est peut-être une idée un peu compliquée à faire passer, mais qui est extrêmement importante : en construisant ces sélectivités au niveau européen, en

sélectionnant ces questions primordiales et en changeant d'échelle, on a introduit une hiérarchie. Auparavant, ces questions de commerce, de concurrence, de monnaie, étaient traitées au niveau des différents Etats-Nations avec parallèlement des questions comme le droit du travail, la protection sociale, etc. En construisant le niveau européen et en ne sélectionnant que ces questions à ce niveau-là, eh bien on les a mis au-dessus ! On a instauré une hiérarchie entre les différentes questions.

Que faut-il voir ? C'est que le niveau européen intervient sur les questions de protection sociale, intervient sur les questions de norme du travail, mais il intervient toujours en en faisant une variable d'ajustement par rapport aux exigences qui sont formulées préalablement. Et c'est à cela qu'on assiste depuis 2008, à la fin de ce qui était le modèle social européen. C'est Mario Dragui qui l'annonçait il y a deux ans maintenant au Wall Street journal : le modèle social européen est mort, disait-il. Et d'une certaine façon, le grand acquis de la crise, c'est de casser, de déstructurer, au nom de la stabilité financière et de la compétitivité, les compromis sociaux qui existaient dans la période précédente. Et cette casse est permise justement grâce à cette hiérarchisation des questions.

Pour ce qui est de la période qui vient, moi je verrais de la manière suivante. Je pense qu'il y a une crise durable du néolibéralisme. Au-delà de ses mauvaises performances économiques, c'est une crise de légitimité. Le néolibéralisme fait d'une certaine façon la proposition suivante aux populations : vous êtes davantage exposés au risque et à la concurrence, mais, en échange, vous avez une forme de prospérité, de garantie en termes d'amélioration de vos conditions de vie. Et avec une stagnation qui maintenant dure depuis près d'une décennie, cette promesse devient de plus en plus fragile et intenable et il est difficile de construire une hégémonie autour de cette promesse non réalisée. Il y a bien une fragilisation – et pas de mécanismes au niveau européen pour incorporer des chocs politiques.

Ce qu'on peut dire, c'est qu'on a une contrainte telle que la préservation de la construction européenne implique une diminution encore plus forte des processus démocratiques.

Deux options s'offrent. La première, une irruption des mouvements populaires suffisamment forte qui permet de redéfinir des règles. Ma conviction, c'est que ça ne peut se faire que selon un rythme inégal au niveau continental, avec des effets, qui, par proximité, peuvent se diffuser... mais pas de grand moment européen... L'an prochain, la Gauche va peut-être remporter les élections avec Podemos en Espagne et avec Syriza en Grèce. Ce serait des événements tout à fait importants au-delà des difficultés qui surgiront inmanquablement.

Deuxième option : un durcissement du projet néolibéral. C'est le traité sur la stabilité qui intègre le principe de la règle d'or, la centralité du rôle de la Banque Centrale - aujourd'hui c'est vraiment l'institution européenne la plus puissante ... Ces différents ajustements, ces différents durcissements, incarnent ce qu'on a appelé avec Razmig Keucheyan un « césarisme bureaucratique » : c'est l'idée que cette bureaucratie se coupe des différents mécanismes d'influence populaire pour avoir les coudées franches pour mener à bien ce projet.

D'une certaine façon, le champ de bataille est celui-ci : soit une forme de dislocation sous la pression des mouvements populaires, soit un renforcement d'un césarisme bureaucratique pour imposer le régime néolibéral. Les deux en même temps ne sont pas exclus...

Pascale Fourier : Une forme de dictature douce ?

La politique ? Une forme de divertissement pour les middle-classes.

Cédric Durand : Oui... Ca dépend de ce que l'on appelle une dictature. En tous les cas, c'est une

dictature sur le plan économique : les questions économiques et sociales, les compromis économiques et sociaux sortent du champ de la délibération légitime. C'est le cœur du projet néolibéral : gouverner par les règles. Wolfgang Strech dont j'évoquais le nom tout à l'heure et son concept de « capitalisme démocratique »- et de sa crise -, parle de la vie politique aujourd'hui comme d'une distraction pour les middle classes. Pourquoi dit-il cela? Parce qu'effectivement, entre les deux options politiques que sont aux Etats-Unis les républicains ou les démocrates, ou l'UMP et le PS en France, bien sûr il y a des nuances, mais ce ne sont que des nuances... Ce ne sont plus du tout des oppositions de projet. De ce point de vue-là, la politique, au sens « confrontation de projets », « confrontation d'ambitions », perd absolument sa substance.

Pascale Fourier : Si l'Union Européenne est à la fois une mise en cause de la démocratie et l'imposition de politiques néolibérales qui ne sont pas favorables aux salariés, est-ce qu'il ne faut pas prôner une sortie de l'Europe ?

Sortir de l'UE, une nécessité pour mener une politique de Gauche

Cédric Durand : Ca, c'est de tactique politique. Moi, ce que je peux dire, c'est qu'il n'y aura pas, dans le cadre des institutions européennes telles qu'elles existent, de programme d'émancipation tel qu'on l'entend généralement dans la gauche radicale, c'est-à-dire un programme qui favorise l'égalité, qui garantisse un niveau de protection sociale élevé, qui organise une transition écologique...

Tactiquement, vaut-il mieux dire qu'on est prêt à tenter sa chance au niveau européen, et se faire refuser des avancées, et être capable de rompre, ou vaut-il mieux avertir avant qu'on rompra parce qu'on ne croit pas en une capacité de transformation de cette institution, c'est affaire de stratégie politique, voire de stratégie électorale.

Moi, mon opinion, je suis partisan de la

deuxième option, pour lutter contre les nationalismes. Aujourd'hui, les nationalismes grandissent en partie autour de cette question européenne. Certes, un vieux fond anti-immigré nourrit aussi l'extrême-droite (et en temps de crise, il est toujours un moyen de diviser les classes populaires en désignant des boucs-émissaires...). Mais la question européenne et l'incapacité de la gauche à être claire sur cette question-là permettent à l'extrême-droite de prospérer. Et de ce point de vue-là, il faut à mon sens, sans ambiguïté, expliquer et dénoncer la nature de classe du projet européen tel qu'il s'incarne aujourd'hui et assumer le fait que tout projet émancipateur conduirait à rompre avec ces institutions-là. Rompre pour aussitôt après, ou en même temps, proposer aux autres peuples d'autres formes d'intégration solidaire, des projets communs, une monnaie peut-être commune et non pas unique, des projets d'investissement dans la transition écologique et environnementale, une position commune sur la scène internationale, etc.

La difficulté pour construire un discours de gauche alternatif, c'est qu'aujourd'hui il n'y a pas de marges de manœuvre pour des demi-mesures. Il faut rompre avec la libre circulation des capitaux, le chantage permanent qu'instaure le capital sur les Etats et sur les salariés.

Il faut rompre avec le libre-échange, dans une certaine mesure, de façon à pouvoir reconstruire des compromis sociaux à l'échelle nationale. Rompre avec le libre-échange, ça ne veut pas dire l'autarcie : c'est réguler les rapports entre les différentes économies et l'économie mondiale.

Ce sont des ruptures d'ampleur systémique pour un capitalisme mondialisé. Et évidemment, ça suppose un courage politique, une capacité de se confronter à toutes les élites économiques d'un pays, qu'un gouvernement qui arrive à froid, sans mouvement social important, avec un programme ambigu, ne sera jamais à même d'assumer...